

## Inter CGT du 16/05/2019

La majorité des Hôpitaux de Paris, une vingtaine de services d'urgences sur 25, sont en grève, rejoints par de nombreux hôpitaux partout en France, environ 41 à ce jour. Cette grève a commencé au mois d'avril. Leurs revendications sont : Plus de moyens, plus d'effectifs, augmentation des salaires, réouverture de lits et une reconnaissance pécuniaire de 300 euros. Le mouvement est maintenant national.

C'est pourquoi, vu la situation catastrophique de notre hôpital, nous avons décidé d'une grève reconductible à partir de ce jour. L'hôpital est à terre. Le personnel est à l'agonie. Nos conditions de travail sont insupportables. Cela ne peut plus durer.

Nous sommes confrontés à des restructurations et mesures d'économies draconiennes à J.COEUR et TAILLEGRAIN car notre direction applique à la lettre les directives de notre ministère.

De cela découle un sous-effectif permanent dans tous les services et toutes catégories de personnel. La réduction des effectifs est sans précédent : 75 ETP perdus en 3 ans.

De ce fait, les droits à congés (RTT et FERIÉS) ne sont pas donnés. Les temps partiels, les congés parentaux ne sont pas respectés. Il est même parfois difficile d'obtenir un congé pour se rendre aux funérailles d'un parent ou d'avoir ses jours pour son PACS.

Les personnels n'en peuvent plus. Les départs pleuvent. Des services entiers se retrouvent avec de nombreux jeunes diplômés non formés et manquant d'expérience qui se retrouvent en difficulté et mettent leur diplôme en danger. Les SICS de pôle et généraux ne sont plus suffisamment nombreux pour pallier les nombreux arrêts maladie. Les agents sont considérés comme des pions que l'on change de service pour combler les nombreux manques. Cette polyvalence imposée déstructure les services et déstabilise le personnel. Tant pis si cela désorganise. Tant pis s'il y a une perte des compétences dans les services.

De plus, les personnels sont appelés à leur domicile plusieurs fois pour changer d'horaire ou supprimer leurs congés. C'est sympa d'être appelé le matin quand on a travaillé la nuit ! La vie personnelle est quotidiennement impactée par des plannings qui sont constamment modifiés. Le personnel ne peut plus rien prévoir : comment fait-on quand on a des enfants ? Comment fait-on quand on doit prendre des rdv médicaux 6 mois à l'avance ? On nous répond débrouillez-vous avec vos collègues. Et les congés d'été, on n'en parle même pas. La direction a dit que s'il fallait les agents n'auraient que 15 jours et pas 3 semaines ! Les vacances sont quand même dans 1 mois ½...

D'autre part, le manque de matériel et de moyens ne fait qu'aggraver nos conditions de travail : manque de couvertures, d'oreillers, de gants de toilette, de bassins, fauteuils abimés, matériel de moindre qualité...

Comment voulez-vous que dans ces conditions les jeunes aient envie de venir travailler chez nous ? Comment continuer à travailler dans cet hôpital ?

Cette situation de sous-effectif engendre donc une grande souffrance et des situations de burn out qui se traduisent par une augmentation des arrêts maladie et de nombreux départs de l'hôpital. Les départs en retraite, les disponibilités, les détachements ne sont pas remplacés.

Les besoins en poste aménagé augmentent. Les personnels sont épuisés, détruits par leur travail. Certains se voient mis en retraite pour invalidité, la direction ne voulant pas créer de postes adaptés. Cela fait des années que la CGT demande des postes d'intendantes qui soulageraient le travail dans les équipes et permettraient aux personnes concernées de continuer à travailler dans les services.

La législation concernant les services normés (services régis par un décret fixant le nombre de personnel par patients), exemple, Réanimation, Soins intensifs de Cardiologie, Soins continus de Neurologie, n'est pas respectée non plus et ces services sont donc en sous-effectif également.

Le service des urgences, malgré leur mouvement de grève de l'année dernière, est dans une situation qui a encore empiré. Toujours pas d'aide-soignante en poste 24h/24h, pas de SMUR secondaire, pas de sécurisation du service... Bref aucune de leurs revendications n'a abouti et de nombreuses collègues vont encore partir.

Beaucoup de services tournent avec des médecins intérimaires. Petit rappel : les intérimaires ont coûté à l'hôpital 6,6 millions d'euros en 3 ans sur tout le CHB. Ces intérimaires changent régulièrement. Ils ne connaissent pas les habitudes des services, le fonctionnement de l'hôpital ce qui provoque du travail supplémentaire pour les soignants qui prennent du temps à leur expliquer. Malheureusement pour le personnel paramédical et médical, certains n'ont pas les compétences souhaitées. Sans parler des patients et de leurs familles qui n'ont jamais le même praticien de référence et se retournent donc vers le personnel soignant.

Les différentes restructurations des services ont camouflé des suppressions de postes. La fermeture de nombreux lits ont pour conséquences l'hospitalisation de patients dans les services inappropriés à leur pathologie ce qui engendre des défauts dans les prises en charges. Par exemple, la fermeture des lits d'orthopédie a eu pour conséquence l'hospitalisation de patients dans d'autres services, ce qui met en difficulté le personnel au niveau des prises en soins.

Un petit mot pour les cadres qui subissent aussi d'énormes pressions de la part de la direction. Leur travail : faire des plannings, faire des plannings, appeler les personnels chez eux pour des changements d'horaires... Eux aussi sont en Sous-effectif.

Tout cela se répercute sur les patients et les résidents. La qualité de la prise en charge est affectée et la sécurité des soins, des patients et des personnels n'est plus assurée. La prise en charge des patients et de leurs familles est inhumaine. C'est le travail à la chaîne. C'est intolérable.

Nos revendications sont:

- L'embauche des personnels nécessaires (récupérer les 75 ETP perdus entre 2015 et 2018 et création d'au moins 50 ETP) pour :
  - Comblent tous les postes vacants
  - Remplacer les arrêts maladie de courte et longue durée, les congés maternité
  - Permettre aux agents d'avoir tous leurs droits à congé sans mettre en sous-effectif l'équipe restante
- Le respect de la réglementation en effectifs pour les services normés (réanimation,USIC...)
- La restitution des RTT pour les agents en congé maternité
- L'abandon du projet alternance jour/nuit dévastateur pour la Santé des personnels

- L'arrêt de la mobilité imposée dans les services
- L'arrêt des restructurations et des fermetures de lits d'hospitalisation complète
- L'ouverture de 60 lits de médecine
- L'arrêt des privatisations notamment du service d'hygiène
- L'arrêt des plans d'économies et suppressions d'emploi
- Des postes adaptés, aménagés pour les personnels que le travail a usés
- L'arrêt des pressions exercées sur le personnel
- De la reconnaissance et du respect de la part de notre direction
- 300 euros d'augmentation pour tout le monde

Hier a eu lieu la réunion pré-grève. Le DRH nous a dit partagé la plupart de nos revendications et avoir le même constat que nous. Malheureusement il n'a apporté aucune réponse sur les demandes de remplacement, les congés, les appels au domicile, les changements d'horaires... Il se retranche derrière le problème du manque de médecins. Selon lui, sans médecin, nous ne pouvons rien faire. Nous lui avons répondu que maintenant cela suffisait. Le constat est fait. Si on ne fait rien, nous serons complices du système de destruction de l'hôpital public. Il nous a reproché de donner une image négative de l'hôpital. Nous lui avons répondu que c'est parce que nous aimons nos métiers et que nous sommes attachés à l'hôpital public que nous dénonçons cette situation qui se dégrade depuis plusieurs années. Nous habitons ici et nous voulons retrouver un hôpital où le personnel serait fier de travailler.

Population du Cher, je m'adresse à vous. Nous avons besoin de vous. Nous sommes tous dans le même bateau. N'acceptez plus d'être maltraités par ce gouvernement qui détruit tout.

Le plan santé 2022 de notre ministre Mme BUZYN n'est ni plus ni moins qu'un plan de destruction de l'Hôpital public.

Collègues, je m'adresse à vous. Nous sommes des professionnels. Nous avons des diplômes. Redressons la tête. Soyons fiers de travailler à J.COEUR et Taillegrain pour le bien de la population du cher mais n'acceptons plus ce travail à la chaîne qui déshumanise les soins. Arrêtons de souffrir en silence. N'acceptons plus d'être maltraités. Il faut vous battre pour nous, nos proches et la population. Si nous continuons à laisser faire, alors nous finirons par être complices de ce système.

Alors relevons la tête, battons-nous. De l'argent, il y en a. Il suffit juste de le mettre où il faut. C'est un choix politique.